DECRET N° 86-477 du 18 Novembre 1986

Portant création de la Commission Ad Hoc chargée de connaître des faits reprochés aux Camarades Andréas Kuassi Maurille TOHOUEYOU, Soldat de 1ère Classe en Service à la Marine Militaire, Didier François TCHAWLASSOU, Agent de l'Office des Postes et Télécommunications et Consorts.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL
EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'Ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU le Décret N° 85-254 du 17 Juin 1985 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- VU l'Ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la Répression Disciplinaire des détournements et certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités Locales ;
- SUR décision du Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 16 Juillet 1986,

DECRETE

ARTICLE 1er. - En application de l'Ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 susvisée, il est créé une Commission Ad hoc de Répression Disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés aux Camarades Andréas Kuassi Maurille TOHOUEYOU, Soldat de 1ère Classe en Service à la Marine Militaire, Didier François TCHAWLASSOU, Agent de l'Office des Postes et Télécommunications et Consorts, impliqués dans une affaire de détournement de Crédits commis au Centre d'Administration des Forces Armées Populaires du Bénin.

ARTICLE 2.- La composition de la Commission est la suivante :

Président : Camarade Georges BADA, du Ministère de la Justice, Chargé de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

- Membres :
- Mohamed DAMIEN, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Financière ;
 - Désiré AHIVODJI, de l'Inspection Générale d'Etat, Section Administrative ;
 - Wassi IGUE, du Ministère du Travail et des Affaires Sociales ;
 - Bertrand CODJIA, du Ministère des Finances et de l'Economie ;
 - Lieutenant Pierre BANKOLE, Sergent-Chef Calixte BOVIS et Adjudant Roger KPATENON des Forces Armées Populaires du Bénin.

ARTICLE 3.- La Commission qui déposera son rapport dans les Trente (30) jours qui suivront sa saisine, indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

ARTICLE 4.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 18 Novembre 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL
EXECUTIF NATIONAL,

Mathieu KEREKOU.-

Ampliations : PR 8 SGCEN 4 Président et Membres 10.-